Nous reproduisons ci-dessous le rapport oral présenté par notre camarade Daniel Tanuro au 16e congrès de la Quatrième Internationale sur le projet de résolution «Le basculement climatique capitaliste et nos tâches». Cette dernière résolution a été adoptée à l'unanimité - moins trois abstentions - par les délégués des sections de l'Internationale. (LCR-Web)

Trois milliards d'êtres humains manquent de l'essentiel. La satisfaction de leurs besoins nécessite une production accrue de biens matériels. Donc une consommation accrue d'énergie. Celle-ci, aujourd'hui, est à 80% d'origine fossile, et par conséquent source de gaz à effet de serre qui déséquilibrent le système climatique.

Or, nous ne pouvons plus nous permettre de déséquilibrer le climat. Nous ne sommes probablement plus très loin d'un « point de basculement » (tipping point) au-delà duquel des phénomènes incontrôlables et irréversibles à l'échelle humaine des temps risquent de s'engrener qui pourraient conduire à ce que l'humanité n'a jamais connu et que la planète n'a plus connu depuis 65 millions d'années : un monde sans glace. Un monde dans lequel le niveau des mers monterait de 80 mètres environ par rapport au présent.

La disparition totale des glaces n'est certes pas pour demain : le processus pourrait prendre jusqu'à mille ans. Mais l'engrenage pourrait se mettre en route dans vingt, trente ou quarante ans et entraîner une hausse du niveau des mers de plusieurs mètres avant la fin du siècle. Pour l'empêcher, il s'agit de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, donc de se passer complètement de combustibles fossiles en deux ou trois générations.

Se passer de charbon, de pétrole, de gaz naturel ? C'est possible : le potentiel technique des énergies renouvelables est suffisant pour prendre le relais. Mais en pratique, dans le laps de temps très court dont nous disposons, la transition énergétique n'est envisageable que si elle va de pair avec une importante réduction de la consommation d'énergie. Une réduction tellement importante qu'elle ne peut être acquise seulement par la hausse de l'efficience énergétique : une réduction de la production matérielle et du transport de matières est nécessaire.

Ceci suffit à comprendre et à faire comprendre que l'humanité est confrontée à un défi gigantesque. Un défi d'une nature totalement nouvelle, et qui dominera le 21e siècle. Un défi qui contribue à déterminer les conditions d'intervention des marxistes révolutionnaires et du mouvement ouvrier en général.

Ce double défi, le capitalisme ne peut pas le relever. Ni sur le plan social, ni sur le plan environnemental. Plus exactement : il ne peut pas le relever d'une manière qui soit acceptable pour l'humanité (je reviendrai plus loin sur ce que cela implique). La raison de cette incapacité est la même sur les deux plans : le capitalisme n'a pas pour but la production de valeurs d'usage pour la satisfaction de besoins humains finis, mais la production potentiellement infinie de valeur par des capitaux nombreux et concurrents, établis autour d'Etats rivaux.

Un capitalisme sans croissance est une contradiction dans les termes, disait Schumpeter. La dématérialisation relative de la production est certes une réalité, mais elle est plus que compensée par l'augmentation de la masse de marchandises produites.

Cette dynamique d'accumulation constitue la raison fondamentale pour laquelle le « capitalisme vert » est une illusion, au même titre que le « capitalisme social ». Il y a des capitaux verts, sans aucun doute, il y en a même de plus en plus, et ils génèrent de belles plus values. Mais ils ne remplacent pas les capitaux sales : ils s'ajoutent à ceux-ci, et les seconds, parce qu'ils dominent, déterminent les rythmes, les choix technologiques et les modalités d'introduction des premiers. Le passé récent ne laisse aucun doute à ce sujet. Voyez Barack Obama : lors de la campagne présidentielle, il avait promis de faire payer les pollueurs pour soutenir massivement les énergies vertes (150 milliards de dollars en 10 ans) et aider les plus défavorisés à supporter le renchérissement de l'énergie. Cette politique était censée créer cinq millions d'emplois. Mais la crise des subprimes est passée par là et, de toutes ces intentions, il ne reste rien. Aux USA comme dans l'UE, les pollueurs recevront les droits de polluer gratuitement, les vendront avec profit et les factureront aux consommateurs.

La politique climatique capitaliste renforce les capitalistes qui détruisent le climat. Ainsi s'exprime la force des lobbies patronaux de l'énergie fossile et des secteurs qui y sont liés, tels que l'automobile, la construction navale, l'aéronautique, la pétrochimie et d'autres. Ceci confirme l'analyse marxiste selon laquelle les monopoles ont la capacité de freiner la péréquation des taux de profit. Dans le cas des combustibles fossiles, cette capacité est d'autant plus forte qu'elle s'ancre dans la propriété des gisements, des mines etc., donc dans la rente foncière.

Le résultat s'étale sous nos yeux : dans tous les pays, les plans climat ne représentent même pas la moitié de ce qui serait nécessaire en termes de réduction des émissions de GES. De plus, ces plans creusent les inégalités sociales et s'accompagnent d'une fuite en avant dans des technologies dangereuses : l'énergie nucléaire, la production massive d'agrocarburants et la capture séquestration géologique du CO2 (censée rendre le charbon « propre »). C'est dans ce cadre général qu'il faut voir la pantalonnade de Copenhague : la conférence ultra-médiatisée qui devait accoucher d'un nouveau traité international contraignant et ambitieux pour prendre le relais du Protocole de Kyoto s'est terminée en déroute : sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans même une année de référence pour mesurer les réductions d'émissions. D'ailleurs, Copenhague pourrait bien marquer un tournant vers une politique encore plus dangereuse que celle du Protocole. Par l'accord qu'ils ont conclu, en effet, les 25 grands pollueurs se sont largement soustraits à la pression scientifique du GIEC et au principe des responsabilités communes mais différenciées. C'est un accord de maquignons entre l'impérialisme et les nouvelles puissances capitalistes montantes, qui se sont partagé l'atmosphère sur le dos des peuples, des travailleurs et des pauvres du monde entier.

Il est fort à craindre que la Conférence de Cancun en décembre confirme ce tournant. Dans ce

cas, sur base des actuels plans climat nationaux, on peut projeter un hausse de la température moyenne de surface comprise entre 3,2 et 4,9°C en 2100 (par rapport au 18e siècle).

Il faut se méfier d'un catastrophisme aux accents eschatologiques. Certains discours apocalyptiques, en effet , n'invoquent l'urgence que pour plaider les sacrifices et escamoter la responsabilité capitaliste. Mais il ne fait aucun doute qu'une hausse de température de 4°C entraînerait de véritables catastrophes sociales et écologiques.

Il s'agit ici de prendre l'exacte mesure de la menace. Ce n'est pas l'avenir de la planète qui est en jeu, ni la vie sur Terre, ni même la survie de l'espèce humaine. A part la chute d'un astéroïde, un accident nucléaire de grande ampleur est probablement la seule chose qui puisse menacer la survie de notre espèce. Le changement climatique, en tout cas, ne la menace pas. Mais il menace d'aggraver sérieusement les conditions d'existence des 3 milliards d'hommes et de femmes qui manquent déjà de l'essentiel. Et il menace la survie physique de quelques centaines de millions d'entre eux, celles et ceux qui sont le moins responsables du réchauffement.

Mike Davis, dans « Génocides tropicaux », a décrit en détail les horribles famines qui firent des dizaines de millions de victimes à la fin du 19e siècle. Ces famines étaient le résultat combiné d'un épisode El Nino exceptionnel et de la formation du marché mondial des produits agricoles. C'est à la répétition de tragédies de ce genre que nous devons nous attendre. A ceci près que le drame, cette fois, sera dû entièrement à la soif de profit du grand capital, en particulier des secteurs monopolistes basés sur les combustibles fossiles.

Ceci nous permet de préciser en quoi consiste l'incapacité du capitalisme de faire face au défi. « Il n'y a pas de situation sans issue pour le capitalisme », disait Lénine. En effet. Mais l'issue, cette fois, risque d'être particulièrement barbare.

Il est évident que la crise écologique et la crise sociale sont une seule et même crise : la crise du système capitaliste. L'expression « crise écologique » est trompeuse : ce n'est pas la nature qui est en crise, mais le rapport entre la société et la nature. Ce n'est pas le climat qui est en crise, et sa perturbation n'est pas due à « l'activité humaine » en général : elle est due à un certain mode de cette activité, historiquement déterminé, basé sur les combustibles fossiles. La crise écologique, en d'autres termes, n'est rien d 'autre qu'une manifestation de la profonde crise systémique du capitalisme.

Il est absolument évident que satisfaire le droit au développement et les besoins sociaux en général tout en réalisant les gigantesques réductions d'émission qui sont nécessaires dans les quarante ans n'est envisageable que si l'on adopte une perspective anticapitaliste radicale. Esther Vivas reviendra sur nos tâches politiques dans la seconde partie de ce rapport. Je me contenterai ici de citer les principales mesures qui s'imposent : supprimer les productions inutiles ou nuisibles ; planifier la transition vers un autre système énergétique ; implanter les sources renouvelables et développer l'efficience énergétique indépendamment des coûts (en fonction de la rationalité thermodynamique, pas du profit) ; transférer massivement et gratuitement les technologies propres aux peuples du Sud, via le secteur public des pays concernés ; mettre sur pied un fonds mondial pour l'adaptation aux effets du réchauffement dans les pays pauvres ; soutenir l'agriculture paysanne contre l'agrobusiness ; relocaliser une partie substantielle de la production, notamment agricole ; redistribuer les richesses en ponctionnant les revenus du capital ; réduire radicalement le temps de travail et les cadences, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire ; exproprier les secteurs de l'énergie et du crédit….

On nous dit « c'est plus facile à dire qu'à faire. » Sans aucun doute, mais la première chose à faire… c'est de le dire. Et c'est ce que nous devons faire en premier lieu, en tant qu'Internationale : le dire. Cela ne nous isolera pas, au contraire. La lutte contre le changement climatique donne une crédibilité tout à fait considérable à l'alternative anticapitaliste. L'ampleur même du problème, sa globalité, son urgence, l'injustice monstrueuse des conséquences prévisibles : tout cela permet d'introduire par en-haut et en termes très simples la nécessité d'une rupture radicale avec la production généralisée de marchandises. Vu l'énormité des enjeux, c'est beaucoup plus qu'un choix politique qui est posé : un choix de civilisation. A travers le danger climatique, le capitalisme nous offre une possibilité de réhabiliter le communisme pour ce qu'il est vraiment : un projet de civilisation digne de ce nom. Le projet d'une communauté humaine autogérant les ressources naturelles communes de façon rationnelle et prudente, pour permettre à toutes et tous de vivre bien - « bien vivir ». Face aux projets vaguement antilibéraux, la lutte contre les changements climatiques conforte notre choix d'une ligne clairement anticapitaliste, ainsi que notre refus de toute participation à des gouvernements de gestion du capitalisme.

Stratégiquement, la lutte pour le climat ne se distingue pas pour nous de la lutte générale des exploités et des opprimés. Elle ne peut être menée à bien que par ceux-ci : la classe ouvrière, les jeunes, les femmes, les pauvres, les petits paysans, les peuples indigènes. La classe ouvrière est appelée à y jouer un rôle majeur, car elle seule peut jeter les bases d'un autre mode de production dans lequel elle décidera ce qui est produit, comment, pourquoi, pour qui et en quelle quantité.

En même temps, c'est peu dire que le combat environnemental en général, climatique en particulier, est difficile à introduire dans le mouvement ouvrier. Cette difficulté résulte de la situation des travailleurs en tant que classe la plus exploitée, coupée de ses moyens de production, coupée en particulier de la nature comme moyen de production, et qui voit ces moyens de production appropriés par le capital se dresser face à elle comme des forces hostiles.

La conclusion qui en découle est que la possibilité d'écologiser la lutte de classe est fonction de la lutte de classe elle-même. Plus les travailleurs seront battus, atomisés, démoralisés, plus ils verront la défense du climat comme une menace, et plus la classe capitaliste sera en mesure d'utiliser effectivement la protection du climat comme un prétexte pour les attaquer davantage. Dans un tel contexte, la conscience écologique ne peut progresser que sous la forme aliénée du déchirement intime entre le consommateur convaincu de sa nécessaire sobriété et le producteur angoissé par la perte de son emploi.

A l'inverse, plus les travailleurs auront de succès dans leurs combats, plus ils gagneront de confiance en leur force, plus ils seront capables de prendre en charge la question écologique en y apportant collectivement, en tant que producteurs et que consommateurs de leur propre production, les solutions anticapitalistes indispensables.

Un meilleur rapport de forces des exploités et des opprimés est la condition nécessaire d'une solution anticapitaliste à la crise climatique, donc d'une solution tout court. Mais cette condition nécessaire n'est nullement suffisante, et ne permet pas de renvoyer à plus tard le combat pour l'environnement. En effet, outre son urgence, la question écologique possède un certain nombre de spécificités telles que la formation d'une conscience de classe anticapitaliste se heurte ici à des obstacles encore plus grands que dans d'autres domaines.

Il en découle trois conclusions :

Premièrement, l'importance de la construction d'un outil politique, un parti politique anticapitaliste capable de proposer des analyses de la double crise sociale et écologique. Rarement la nécessité d'un parti et d'une Internationale révolutionnaire comme intellectuel collectif aura été aussi flagrante ;

Deuxièmement, l'importance d'un programme de revendications permettant de lier concrètement les dimensions sociales et écologiques de la crise capitaliste. Le point clé ici est que la crise climatique, en donnant une actualité nouvelle à l'idée d'une alternative globale de société, réhabilite du même coup la notion du programme de transition capable de jeter un pont entre la situation actuelle et cette alternative globale ;

Troisièmement, l'importance des dialectiques sociales pour aider l'avant-garde ouvrière à jouer son rôle. Ce n'est pas par hasard que les paysans, les peuples indigènes et la jeunesse sont aux premières lignes dans la mobilisation sociale pour le climat. Les jeunes luttent pour leur avenir, contre une société monstrueuse dont les responsables savent ce qui est en cours mais laissent faire. Quant aux paysans et aux peuples indigènes, à la différence des travailleurs, ils ne sont pas coupés de leurs moyens de production, en particulier de la terre. Face à un système capitaliste qui les a condamnés à mort, ils ont compris que la lutte climatique fait partie de leur lutte d'ensemble et confère à celle-ci un formidable surcroît de légitimité. « Les paysans et les paysannes peuvent refroidir la planète que l'agrobusiness réchauffe » disait un communiqué de Via Campesina un peu avant Copenhague. Les travailleurs aussi peuvent refroidir la planète. En produisant pour les besoins, pas pour le profit, en réduisant radicalement le temps de travail, etc. La convergence des mouvements sociaux peut les aider à prendre conscience de la force énorme qu'ils représentent. De là notamment l'importance de la conférence de Cochabamba convoquée par Evo Morales.

En adoptant ce projet de résolution, la Quatrième Internationale se dira écosocialiste.

Certains refusent cette étiquette en disant : « à quoi bon, le socialisme suffit ». Parmi les adversaires de l'écosocialisme, il y a ceux pour qui rien n'a changé, qui refusent que le pur schéma de la Révolution d'Octobre soit pollué par la question écologique. Ils ne sont pas, que je sache, présents dans nos rangs. Par ailleurs, il y a des camarades qui, tout en admettant la nouveauté radicale de la combinaison du social et de l'écologique, considèrent l'écosocialisme comme une concession inutile à l'écologie politique. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.

On peut discuter longuement l'existence ou non d'une écologie de Marx. Personnellement, je crois Marx beaucoup plus écolo que nous ne l'avons dit. Mais l'essentiel n'est pas là.

L'essentiel est que tous les courants marxistes ont raté la question écologique, que certains continuent à la rater et que tous gardent des difficultés à y répondre de façon convaincante.

Se dire écosocialistes, c'est d'abord une manière de dire « nous avons compris » ou, à tout le moins, « nous savons que nous devons comprendre quelque chose que nous n'avons pas compris ». C'est une nouvelle étiquette sur la bouteille, un peu comme la nouvelle chemise que Lénine recommandait d'enfiler. Une nouvelle étiquette peut être utile.

Mais l'écosocialisme est plus beaucoup qu'une étiquette. Quoique le concept soit encore en chantier, on peut indiquer une série de points sur lesquels il se différencie substantiellement du socialisme tel que des générations de militants l'ont conçu, et tel que notre courant l'a conçu.

Le point de départ est que stabiliser le climat implique un autre système énergétique. Pas seulement d'autres technologies pour produire du courant, de la chaleur ou du mouvement, mais aussi une autre agriculture, une autre rationalité et une autre organisation spatiale. La construction de ce système nouveau sera forcément une tâche de longue haleine, nécessitant la destruction de l'appareil productif capitaliste. La prise du pouvoir politique n'est que le point de départ de ce bouleversement.

Le nouveau système énergétique à construire implique nécessairement la décentralisation de la production de courant - condition nécessaire notamment à l'utilisation rationnelle de la chaleur - et la relocalisation d'une part la production. Décentralisation et relocalisation sont parfaitement compatibles avec le projet d'un socialisme mondial, et indispensables à son autogestion démocratique. Cependant, il est peu contestable que ces deux préoccupations ne surgissent pas spontanément de notre tradition programmatique, qui insiste plutôt sur la planification mondiale de la production et des échanges.

Une autre problématique nouvelle concerne l'importance du travail vivant. Notre programme fait une large place à la nécessité d'investir du travail vivant dans les services tels que les soins aux personnes, l'enseignement, la santé, etc. Cette problématique ne nous est donc pas étrangère. Mais, pour tous les autres secteurs, nous nous en remettons à l'idée que les machines et les robots permettront de libérer au maximum les producteurs de la charge du travail physique. Cette idée doit être remise en cause, car les soins aux écosystèmes nécessitent une intelligence et une sensibilité qui ne peuvent être apportés que par le travail humain. C'est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture : pour « refroidir la Terre », comme dit Via Campesina, il faut remplacer l'agrobusiness par une agriculture organique paysanne ou coopérative. Cela passe forcément par un plus grand investissement en travail humain (ce qui ne signifie ni le retour à la houe ni la fin du progrès, mais une autre forme de progrès).

Enfin, la conception même de la nature mérité d'être réexaminée. Dans le contexte de la crise écologique capitaliste, en effet, le marxisme ne peut plus se contenter de voir la nature du seul point de vue de la production, c'est-à-dire comme un stock de ressources, une plateforme de travail et une décharge pour les déchets. Nous devons apprendre à voir la nature aussi du point de vue de la nature elle-même, du point de vue des grands échanges de matière et des conditions de fonctionnement des écosystèmes, qui déterminent en dernière instance les conditions de vie de l'humanité. Il y a de précieuses indications à ce sujet chez Marx, il s'agit de s'en saisir et de les développer.

Sur tous ces points, la résolution ne fait qu'ouvrir un chantier théorique sur lequel l'Internationale devra revenir. Mais il est important de faire signe dès maintenant, de montrer que nous sommes en mouvement. A Copenhague, en décembre, une brèche s'est ouverte. Pour la première fois, une mobilisation de masse sur les questions environnementales globales a pris le caractère d'une lutte sociale contre le système en place : « Change the system, not the climate », « Planet not profit ». Ce mouvement internationaliste va s'amplifier. Il nous offre des potentialités considérables. Une tendance anticapitaliste ne nous a pas attendus pour s'y développer. Nous devons la renforcer.

Daniel Tanuro, le 25/2/2010